



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2003/6
28 février 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Point 3 de l'ordre du jour provisoire
Neuvième session, 12-13 mai 2003

**POLITIQUE DU CEFACT-ONU EN MATIÈRE DE DROITS
DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Document présenté par le Groupe directeur du CEFACT-ONU (CSG)*

* Le présent document est soumis dans la forme sous laquelle le secrétariat l'a reçu.

1. Note liminaire concernant la présente Politique. Le présent document de politique générale (la «Politique») constitue l'énoncé complet et exclusif de la politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle. Elle s'applique à toute l'activité à venir du CEFACT-ONU et régit l'ensemble de cette activité. La présente Politique remplace toute la documentation antérieure qui traiterait de la politique du CEFACT-ONU en matière de propriété intellectuelle, et notamment les énonciations en la matière de l'«Open Development Process for Technical Specifications» du CEFACT-ONU (processus ouvert d'élaboration des spécifications techniques) et de son guide d'utilisation. Les révisions éventuelles de cette Politique ne prendront effet qu'après que: a) tous les Membres et Participants du CEFACT-ONU auront été informés desdites révisions par écrit (par courrier électronique, par exemple); b) un lien clair et visible conduisant à la Politique révisée (dans laquelle les passages révisés seront apparents) aura été installé sur la page d'accueil du site Web du CEFACT-ONU (actuellement <http://www.unece.org/cefact/>); et c) les Participants auront disposé d'au moins trente (30) jours, à compter de la date où ils auront reçu notification des révisions, pour se retirer du CEFACT-ONU. Les Participants qui se retireraient du CEFACT-ONU avant l'expiration de ce délai de 30 jours ne seront pas assujettis à la Politique CEFACT-ONU révisée.

2. Définitions. Dans la présente Politique, les termes ci-après (orthographiés notamment avec une majuscule) doivent s'entendre comme suit:

a) «Entité affiliée» s'entend d'une entité qui a le contrôle direct ou indirect d'une autre entité, ou est sous son contrôle, ou se trouve avec elle sous un contrôle commun. Le contrôle signifie, pour les besoins de la présente Politique, la propriété réelle, directe ou indirecte, de plus de 50 % des actions avec droit de vote d'une entité, ou, en l'absence de telles actions, le pouvoir de décision. Toute référence à un «Participant» est réputée inclure les entités qui lui sont affiliées.

b) «Contribution» s'entend d'éléments qui 1) sont inclus dans un support d'expression matériel (y compris un support électronique) ou dans des déclarations verbales faites par un Participant lors d'une réunion d'un groupe du CEFACT-ONU et consignées dans des documents écrits de ce groupe, et qui 2) satisfont à tous les autres critères régissant les Contributions établis par la section 3 de la présente Politique, sous réserve des limitations et restrictions énoncées dans la même section.

c) «Propriété intellectuelle» s'entend de tous les droits découlant du droit d'auteur et des revendications d'un brevet.

d) «Membre» s'entend 1) des États membres de la CEE-ONU; 2) des autres États Membres de l'ONU; 3) des organisations intergouvernementales; et 4) des organisations non gouvernementales reconnues par le Conseil économique et social.

e) «Revendications nécessaires» s'entend des revendications contenues dans un brevet délivré ou une demande de brevet [publiée] (à l'exclusion des brevets ou enregistrements de dessins ou modèles): 1) dont le Participant contributeur a ou viendrait à avoir la propriété ou le contrôle, et 2) auxquelles la mise en application de la Contribution telle que divulguée en détail dans la Spécification porterait nécessairement atteinte parce qu'il n'existe pas d'autre moyen techniquement plausible de la mettre en œuvre sans commettre de contrefaçon tout en se conformant à ladite Spécification. Les Revendications nécessaires n'incluent pas: i) les revendications qui se trouveraient contenues dans le même brevet sans être elles-mêmes

des Revendications nécessaires; ii) les revendications qui concerneraient des parties d'un produit ou des combinaisons de parties d'un produit non requises pour assurer la conformité à la Spécification; iii) les revendications ayant trait à des technologies habilitantes (technologie de fabrication des semi-conducteurs, technologie des compilateurs, technologie orientée objet, technologie de base des systèmes d'exploitation, ordinateurs, réseaux, protocoles de connectivité, programmes d'application, circuits intégrés, etc.) non expressément décrites dans la Spécification; iv) les exemples de mise en application.

f) «Participant» s'entend d'une personne physique («participant individuel»), d'une association, d'une organisation, d'une société ou d'une autre entité ayant adhéré de façon formelle à un groupe permanent ou ad hoc du CEFACT-ONU conformément aux règles d'adhésion de ce groupe. Sauf au sens de la section 6 a), le Participant est la personne morale au nom de laquelle une personne physique autorisée agit. Aux fins de la section 6 a), le Participant s'entend de la personne physique elle-même.

g) «Spécification» s'entend d'une spécification technique élaborée par un groupe du CEFACT-ONU. Les Spécifications peuvent porter sur 1) des méthodes et processus commerciaux, ou sur 2) des structures et formats de données permettant l'utilisation de ces méthodes ou processus commerciaux. Les spécifications de produits sont exclues.

3. Apports d'éléments couverts par des droits de propriété intellectuelle au sein des groupes («Contributions»). Chaque groupe doit, dès le début de ses travaux, définir soigneusement le champ de ceux-ci et le produit attendu. Aux fins de la présente Politique, tout Participant à l'effort d'élaboration d'une Spécification mené par un groupe donné est réputé lui avoir fait l'apport (Contribution) de tous les éléments de propriété intellectuelle i) dont il a la propriété ou le contrôle, ii) qu'il lui a effectivement soumis au cours de l'élaboration de la Spécification en question, iii) et qui, à l'issue de cet effort, sont finalement incorporés dans une Spécification définitive publiée, sous réserve des limitations et restrictions ci-après:

a) Le Participant doit être devenu formellement membre de l'équipe du projet d'élaboration de la Spécification en cause, conformément au processus ouvert d'élaboration des spécifications techniques du CEFACT-ONU approuvé par la Plénière du CEFACT-ONU. Le fait pour le Participant de se retirer ensuite du groupe est sans effet sur les obligations mises à sa charge par la présente Politique: **si ce n'est** qu'au cas où le produit final de l'effort d'élaboration d'une spécification particulière mené par le groupe différerait substantiellement du produit attendu tel que documenté au début des travaux du groupe, le Participant (même ayant déjà proposé une contribution à cet effort d'élaboration d'une spécification) qui se retire du groupe sans tarder avant l'approbation finale de la Spécification en cause n'est tenu d'aucune obligation en relation avec ladite Spécification au titre des sections 3 et 4 de la présente Politique (*voir aussi* la section 8, concernant le cas où un Participant se retire du CEFACT-ONU dans son ensemble).

b) Seuls des méthodes et processus commerciaux, ou des structures et formats de données permettant l'utilisation de ces méthodes ou processus commerciaux, seront réputés être une Contribution. Autrement dit, les revendications de brevets, contenues dans des brevets délivrés ou des demandes de brevet, qui portent sur autre chose que des méthodes ou processus commerciaux ou des structures ou formats de données permettant l'utilisation de ces méthodes ou processus commerciaux ne seront en aucun cas réputées avoir été apportées à titre

de Contribution, même s'il apparaît qu'elles satisfont par ailleurs aux critères établis par la présente section 3 pour être considérées comme telle.

c) Aucun Participant à un groupe ou à un effort d'élaboration d'une Spécification n'est tenu d'apporter en contribution ou de concéder sous licence (ni ne sera réputé avoir apporté en contribution ou concédé sous licence) des éléments de propriété intellectuelle lui appartenant qui seraient utilisés dans une Spécification ou en deviendraient partie à la suite de leur présentation non autorisée par un tiers. Seuls seront réputés être une Contribution les éléments de propriété intellectuelle à l'égard desquels le Participant qui les soumet a le droit d'accorder à un tiers extérieur les licences prescrites par la présente Politique, sans obligation de rémunération ou autre contrepartie matérielle.

d) Aucun Participant ne soumettra d'éléments de propriété intellectuelle dont il sait qu'il n'a pas le droit de les concéder sous licence comme prescrit par la présente Politique ou que cela impliquerait une obligation de rémunération ou autre contrepartie matérielle.

e) Aucun Participant n'inclura de code de logiciel dans ses Contributions. Aucune Spécification, à l'état de projet ou définitive, ne comprendra de tel code.

f) Une déclaration écrite ou une déclaration orale consignée par écrit qui est présentée au CEFACT-ONU ou à un groupe du CEFACT-ONU par une personne physique ou une entité n'ayant pas la qualité de Participant au CEFACT-ONU («non-participant») – tel un expert invité qui n'a pas été agréé par un Membre – en vue de son incorporation dans une Spécification sera considérée comme une Contribution au regard de la présente section 3 et assujettie aux obligations d'octroi de licence établies par la section 4, dès lors que sont satisfaites les autres conditions et restrictions prévues dans la section 3, hormis la condition énoncée à l'alinéa a de cette section selon laquelle la Contribution doit émaner d'un Participant ayant adhéré formellement à un groupe.

g) Les éléments de propriété intellectuelle dont un Participant, ou un non-participant contributeur, a la propriété ou le contrôle ne seront réputés apportés en contribution qu'en conformité des dispositions de la présente section 3 ou, s'il y a lieu, de la section 6 c). De plus, chaque Participant à l'effort d'élaboration d'une Spécification et chaque non-participant contributeur demeureront les titulaires de tous les droits de propriété intellectuelle qui leur appartenaient antérieurement à leur participation ou à leur contribution et qui prendraient effet au cours de la participation. Sauf dans la mesure où la présente Politique le prévoit expressément, les Participants et les non-participants contributeurs ne concèdent nulle licence afférente à leurs Contributions ou autres éléments de propriété intellectuelle ni ne limitent d'aucune autre manière les droits qu'ils détiennent à leur égard.

4. Utilisation des Contributions. À propos de chaque Contribution, le Participant contributeur convient de ce qui suit:

a) **Droit d'auteur.** Le Participant concède *gratuitement* au CEFACT-ONU une licence irrévocable perpétuelle non exclusive au titre du droit d'auteur qu'il détient sur sa Contribution, autorisant la reproduction, la distribution, la représentation ou l'exécution et la présentation de celle-ci ainsi que la création d'œuvres dérivées, à seule fin de créer, mettre en application et promouvoir les Spécifications. Les droits en question pourront faire l'objet de sous-licences qui seront concédées par le CEFACT-ONU aux entités mettant en application les Spécifications (les «implémenteurs»), ou à d'autres entités, dans la mesure nécessaire pour servir cette fin.

b) Brevets. Tout Participant convient de concéder à tout tiers implémenteur d'une Spécification définitive comprenant une Contribution fournie par ledit Participant, *gratuitement* et à des conditions par ailleurs raisonnables et non discriminatoires, une licence mondiale incessible non exclusive portant sur toute Revendication nécessaire contenue dans cette Contribution, l'autorisant à utiliser, fabriquer, faire fabriquer, importer, vendre et offrir à la vente, donner en location et distribuer d'autre manière les parties de produits conformes à la Spécification qui tendent à la mise en œuvre de cette Contribution, et à en disposer. Parmi les conditions d'octroi de la licence il pourra notamment être prévu: 1) qu'elle sera subordonnée à la concession d'une licence réciproque gratuite concernant toutes les Revendications nécessaires dont le licencié et/ou ses entités affiliées ont la propriété ou le contrôle et auxquelles la mise en application de la Spécification en cause porterait nécessairement atteinte; 2) que la licence sera révoquée au cas où le licencié intenterait une action en contrefaçon de brevet contre le concédant; 3) que l'implémenteur devra manifester dans un délai raisonnable son intention d'accepter les conditions de la licence gratuite offerte par le concédant; 4) que la concession de sous-licences est interdite.

c) Secrets commerciaux. Les Participants reconnaissent que ceux qui recevront des informations divulguées dans le contexte de l'élaboration d'une Spécification ne seront pas tenus à l'égard de celles-ci d'une obligation de confidentialité.

d) Marques. La participation au CEFACT-ONU et la soumission de Contributions ne donnent pas lieu à la concession de licences de marque.

e) Garanties. Toutes les Contributions sont, au regard de la présente Politique, fournies «en l'état». Les Participants ne donnent à cet égard aucune garantie, qu'elle soit expresse, tacite ou légale, notamment aucune garantie de qualité marchande et de convenance pour un usage particulier.

f) Implémenteurs des Spécifications. Toute personne physique ou entité quelconque, même si elle n'est pas Membre ou Participant du CEFACT-ONU, peut mettre en application une Spécification définitive publiée, sous réserve de respecter les conditions raisonnables et non discriminatoires d'octroi de licences éventuellement prévues par un Participant ou par le CEFACT-ONU.

5. Droits et obligations du CEFACT-ONU en matière de propriété intellectuelle

a) Titularité du droit d'auteur sur les Spécifications. Le CEFACT-ONU sera titulaire du droit d'auteur sur les Spécifications, tant sous leur forme de projet que dans leur version définitive publiée, sous réserve des droits d'auteur sous-jacents des Participants contributeurs et d'autres titulaires de droits.

b) Gratuité des Spécifications. Le CEFACT-ONU ne percevra aucune redevance ni autre rémunération analogue pour la mise en application ou l'utilisation des Spécifications.

6. Divulgaration et concession sous licence d'éléments de propriété intellectuelle autres que ceux contenus dans les Contributions

a) Obligation permanente de divulgation. S'il vient à la connaissance d'un Participant individuel du CEFACT-ONU (même ne faisant pas partie d'un groupe particulier) que la personne morale au nom de laquelle il agit («Entité représentée») est titulaire

ou a le contrôle de droits de propriété intellectuelle auxquels, selon lui, la mise en application ou l'utilisation d'une Spécification, dans sa version définitive publiée ou sous sa forme de projet, porterait nécessairement atteinte (à l'exclusion de ceux qui ont fait l'objet d'une Contribution conformément à la présente Politique), le Participant individuel ou l'Entité représentée doit en aviser le secrétariat du CEFACT-ONU (obligation de divulgation qui persiste même après la fin de la période d'examen visée à l'alinéa *b* ci-après). Aux fins du présent alinéa *a*, il faut entendre par «connaissance» la connaissance spécifique et effective qu'un Participant individuel qui participe activement aux réunions du CEFACT-ONU a 1) de cette obligation de divulgation et 2) de la contrefaçon qui pourrait résulter d'une Spécification particulière, dans sa version définitive publiée ou sous sa forme de projet. Le secrétariat du CEFACT-ONU notifiera cette réclamation au Groupe directeur du CEFACT-ONU. Toutefois, rien dans la présente section ni aucune autre disposition de la présente Politique n'a pour effet d'imposer i) une obligation positive de rechercher dans les portefeuilles de droits de propriété intellectuelle les droits qui présentent ce caractère nécessaire, ni ii) une obligation quelconque d'octroi de licence de la part du Participant ou de l'Entité représentée qui révèle la présence de ces droits de propriété intellectuelle nécessaires avant la fin de la période d'examen visée à l'alinéa *b* ci-après, étant entendu que si le Participant ou l'Entité représentée choisit, à sa discrétion, de concéder sous licence ces droits de propriété intellectuelle nécessaires, ils devront le faire à des conditions raisonnables et non discriminatoires.

b) Période d'examen. Chacun des Participants (y compris les Participants qui ne font pas partie d'un groupe particulier) aura la possibilité d'examiner (avec les autres parties) tout projet de Spécification avant qu'il ne soit approuvé et publié en tant que Spécification définitive. Les Participants du groupe qui aura élaboré cette Spécification conféreront et s'entendront sur un laps de temps, d'au moins 30 (trente) jours et n'excédant pas 60 (soixante) jours, dans lequel l'examen devra être achevé, ainsi que sur la date à laquelle l'examen devra commencer. Cette période d'examen sera annoncée en bonne place sur le site Web du CEFACT-ONU, et tous les Participants au CEFACT-ONU (y compris ceux qui ne font pas partie du groupe ayant élaboré le projet de Spécification à l'examen) seront informés par écrit (par exemple par courrier électronique) de la date de début de la période d'examen. Au cours de cette période, tous les Participants auront la possibilité: 1) d'examiner le projet de spécification; 2) d'identifier, le cas échéant, les éléments couverts par des droits de propriété intellectuelle leur appartenant ou sous leur contrôle (autres que ceux dont ils ont déjà fait l'apport à titre de contribution à la Spécification en application de la section 3) qui se trouvent incorporés dans ledit projet de spécification (parce qu'ils ont été soumis sans autorisation ou pour une autre raison) ou auxquels, de l'avis du Participant, la mise en application ou l'utilisation de cette Spécification porterait nécessairement atteinte; 3) d'exprimer leur intention de concéder sous licence à des conditions raisonnables et non discriminatoires, ou de refuser de concéder, les droits de propriété intellectuelle identifiés en application du point précédent; et 4) de soulever, le cas échéant, des objections précises contre le projet de spécification. Au cas où un Participant soulèverait de telles objections par écrit ou ferait connaître son intention de ne pas accorder de licence concernant certains de ses droits de propriété intellectuelle nécessaires, le groupe conférera, pour essayer de trouver une solution à ces objections et à ces questions au cours de la période d'examen. Si, après la fin d'une telle période d'examen, un projet de spécification fait l'objet de modifications substantielles, une nouvelle période d'examen sera ouverte, conformément aux dispositions de la présente sous-section, avant que le projet de spécification révisé ne soit approuvé et publié en tant que Spécification définitive.

c) Obligation d'accorder des licences dans le cas de revendications de brevets nécessaires non divulguées avant la fin de la période d'examen. Si un Participant ne divulgue pas soit avant soit pendant la période d'examen l'existence de revendications de brevets, contenues dans ses brevets ou demandes de brevet [publiées], auxquelles selon lui la mise en application ou l'utilisation de la Spécification à l'examen porterait nécessairement atteinte, il sera tenu d'accorder des licences au titre de Revendications nécessaires comme si les parties de la Spécification portant ainsi atteinte à ses droits étaient des «Contributions» faites par lui en application de la section 3.

7. Mécanisme permettant l'acceptation, dans des circonstances extraordinaires, de Contributions productives de redevances. Si un Participant au CEFACT-ONU qui n'a pas encore adhéré formellement à un groupe donné estime qu'une contribution potentielle de sa part servirait significativement les efforts de ce groupe, mais qu'il ne souhaite pas faire une telle contribution selon les termes de la présente Politique, il peut se prévaloir de la procédure ci-après. Le Participant peut discuter avec le groupe d'une contribution potentielle sans que cette discussion soit censée porter sur une «Contribution» au sens de la présente Politique, à condition que le Participant, antérieurement à la discussion et avant d'être devenu officiellement Participant au groupe, identifie clairement cette contribution potentielle en y portant la mention écrite suivante: «document de discussion ne constituant pas une Contribution». Si le groupe décide que la contribution potentielle est d'une telle importance qu'elle justifie une dérogation au principe de la gratuité des Contributions établi par la présente Politique, il peut adresser une recommandation en ce sens au Groupe directeur du CEFACT-ONU. Saisi d'une telle recommandation, le Groupe directeur du CEFACT-ONU procédera à un vote sur la question et pourra décider, à la majorité, d'accepter la Contribution si: a) il estime que la Contribution offerte est exceptionnelle, décisive et nécessaire; et b) le Participant offre le bénéfice de sa contribution à tous les utilisateurs du CEFACT-ONU à des conditions d'octroi de licence raisonnables et non discriminatoires. Toute Spécification incluant une telle contribution productive de redevances sera clairement identifiée comme telle. En tout état de cause, une «contribution potentielle» ainsi marquée «document de discussion ne constituant pas une Contribution» ne pourra être considérée comme libre de redevances sans le consentement du Participant.

8. Retrait d'un Participant au CEFACT-ONU en dehors du contexte d'un groupe.

Les Participants peuvent se retirer du CEFACT-ONU à tout moment en notifiant par écrit au Secrétariat de l'ONU leur intention de se retirer. Le retrait prendra effet à la réception par le Secrétariat de cette notification. Dans la mesure où le Participant fait alors partie d'un groupe du CEFACT-ONU, ses droits et obligations à l'égard de la ou des Spécifications en cours d'élaboration dans ce groupe seront régis par la disposition de la section 3 a) relative au retrait. Dans la mesure où le Participant ne fait pas alors partie d'un tel groupe, les droits et obligations qu'il pourrait avoir acquis à l'égard de telle ou telle Spécification avant que le retrait ne prenne effet (par exemple une obligation d'octroi de licences en vertu de la section 6 c) pour non-divulgaration de revendications de brevets nécessaires) subsisteront à l'égard de la ou des Spécifications en cause même après son retrait. Tous les droits et obligations du Participant qui se retire autres que ceux qui sont expressément visés dans la présente section ou dans la section 3 a) s'éteindront lors de son retrait.
